

RSE : l'essor du reporting intégré

le 21 décembre 2018 - Anne MOREAUX - [Entreprise](#) - [Vie des entreprises](#)



« Nous sommes dans la jeunesse d'un exercice qui mérite d'être perfectionné », a expliqué Philippe Peuch-Lestrade, membre de l'IIRC, lors d'une table ronde sur le reporting intégré pour les 8e Etats généraux de la recherche comptable. Des experts du domaine de la comptabilité extra-financière se sont récemment réunis à Bercy pour débattre des efforts de communication effectués par les entreprises en matière de performances sociales et environnementales.

Organisé par l'Autorité des normes comptables (ANC) dans le centre de conférence Pierre Mendès-France au ministère de l'Economie, ces 8^e Etats généraux ont réuni, lundi 10 décembre dernier, la crème des experts en comptabilité extra-financière.

L'événement a associé des chercheurs en comptabilité, des acteurs de la normalisation comptable française, européenne et internationale, des membres de l'International Integrated Reporting Council (IIRC), des directeurs financiers, des auditeurs et des experts-comptables autour d'une série de tables rondes sur l'évolution de l'information des entreprises à la fois dans ses composantes financières et extra-financières.

Une journée riche de débats pour un panorama des enjeux actuels de l'information extra-financière et de son interaction avec la comptabilité qui se veut de plus en plus sociétale. Un sujet en adéquation avec une partie du projet de loi Pacte, actuellement voté par les députés, qui modifie la définition de l'entreprise pour une plus grande considération de son rôle social et environnemental.

Un mouvement mondial promu par l'IIRC

Le concept de reporting intégré est diffusé par l'International Integrated Reporting Council (IIRC), une association internationale créée en 2010 qui rassemble des entreprises pilotes (Danone, Vivendi, BNP...), des investisseurs, des ONG (Transparency International, WWF) des promoteurs de normes de reporting et les grandes firmes d'audit (Deloitte, KPMG...).

L'IIRC a publié en décembre 2013 le cadre de référence international portant sur le reporting intégré, le fameux IR anglo-saxon (integrated reporting). Ce document constitue une étape décisive dans l'évolution vers des processus de reporting plus cohérents et efficaces.

Pour l'IIRC, le reporting intégré se base sur six différents types de capitaux qui permettent de définir

la valeur d'une entreprise : les capitaux financiers, manufacturiers, naturels, sociaux, humains et intellectuels.

L'association poursuit trois objectifs majeurs :

- **améliorer** la qualité des informations transmises aux investisseurs et aux parties prenantes ;
- **promouvoir** l'intégration de critères extra-financiers dans les reportings et proposer un référentiel pour les entreprises ;
- **encourager** la mise en place d'une gestion intégrée dans les entreprises pour que leurs actions soient centrées sur la création de valeurs autres que financières.

Diffusion mondiale du reporting intégré

« Le reporting intégré se diffuse aujourd'hui de manière assez massive et rapide à travers le monde, même en dehors des grands groupes », constate Delphine Gibassier, chercheuse à l'Université de Birmingham, qui a présenté son rapport d'étude sur l'innovation en comptabilité extra-financière intitulée "Integrated reporting and the Capital's diffusio".

Ce travail illustre la manière dont la communication des entreprises a évolué dans le monde entier pour intégrer de plus en plus d'éléments extra-financiers.

Cette scientifique a pu travailler sur une base de données « unique au monde » d'environ 1 500 rapports intégrés à partir de six sources différentes, dont le Global Reporting Initiative (GRI), le Corporate register et l'IIRC.

Ainsi, 85 % des rapports intégrés sont réalisés dans 22 pays avec, en pole position, le Japon, l'Europe et l'Afrique du Sud (où ce type de rapport est apparu en 2009).



Delphine Gibassier (Université de Birmingham), Philippe Peuch-Lestrade (IIRC), Elisabeth Gambert (Afep), Anne-Catherine Husson-Traore (Novethic), Jean Bouquot (CNCC) et Lionel Khalil (Mars Catalyst). © A.P.

« Il y a des pays comme le Sri Lanka ou la Colombie qui font beaucoup de rapports intégrés, ce qui peut étonner », souligne-t-elle.

La chercheuse remarque une diffusion du "framework de l'IIRC", le référentiel international en la matière. Sa grille de recherche « ouverte » montre que les entreprises prennent en compte de nouveaux items tels que le capital humain (parité, égalité, congés parentaux...), le respect des droits de l'Homme, le capital

naturel (développement durable, écologie, carbone, supply chain...), la relation avec les parties prenantes, la R&D... Toutefois, elle relève que l'intégration de ces nouveaux critères est « assez lente ».

Si le mouvement est plus vif dans les grands groupes internationaux, certaines PME commencent à s'y mettre.

« La démarche parle à ceux qui la mettent en œuvre et à ceux à qui elle est adressée », témoigne Jean Bouquot, président de la Chambre nationale des commissaires aux comptes, auditeur fervent promoteur de l'integrated thinking (lire encadré ci-dessous).

En effet, ce type de rapport intéresse autant les entreprises, leurs salariés, les actionnaires, les agences de notations que les clients finaux. Près de 80 % des investisseurs demandent aujourd'hui des comptes sur les éléments extra-financiers des sociétés. Ainsi, toutes les entreprises du CAC 40 pourraient adopter la démarche du reporting intégré d'ici à 2020.

Redéfinition de la production de valeur

« La finalité du reporting intégré donne à voir la capacité de l'entreprise de se transformer en un modèle plus durable », selon Anne-Catherine Husson-Traore, directrice générale de Novethic. Ce qui est important est son caractère volontaire.

Pour Philippe Peuch-Lestrade, membre de l'IIRC, « la clé du rapport intégré est l'articulation d'un certain nombre d'éléments qui concourent à la performance ».

A travers une étude plus restreinte réalisée sur 400 rapports intégrés européens sur les capitaux non-financiers, Delphine Gibassier note que « la gouvernance est un thème souvent mesuré ». Cette notion apparaît donc comme importante quant à l'objet social des entreprises. Elle tire de ses travaux la conclusion selon laquelle « la profondeur et la maturité des entreprises sur des sujets comme le climat et l'environnement est prégnante, mais ça leur est plus compliqué d'intégrer de nouveaux sujets comme le capital humain et la biodiversité ».

En tant que praticien de l'audit externe, Jean Bouquot a prêché pour sa paroisse en soulignant que « la démarche de vérification est fondamentale » car le rapport intégré n'a de crédibilité que s'il s'assied « sur des observations faites par des tiers de confiance ».

Manque de maturité

Philippe Peuch-Lestrade constate qu'en France « il y a des progrès significatifs, notamment sur le capital immatériel et le capital humain » mais que « nous sommes dans la jeunesse d'un exercice qui mérite d'être perfectionné ». Pour l'expert, l'enjeu est de trouver l'impact du « soi-disant extra-financier ou pré-financier » sur la valeur de l'entreprise. Pour cela, les entreprises doivent véritablement s'engager dans cette recherche.

Une vision partagée par Elisabeth Gambert, directrice RSE et Affaires Internationales de l'Afep pour qui les dirigeants sont dans une « phase de profonde transformation avec d'une part la loi sur le devoir de vigilance de 2017 et les nouvelles déclarations obligatoires sur les performances extra-financières ».

En plus de l'inflation normative, le poids de l'opinion publique en la matière prend davantage d'importance. Ainsi, depuis le scandale de l'effondrement du Rana Plaza ayant fait plus de 1 100 morts et 2 500 blessés au Bangladesh, une attention particulière est portée sur les risques de non-respect des droits de l'homme, notamment par les entreprises sous-traitantes.

L'ambition est d'aller plus loin mais les professionnels se heurtent à plusieurs difficultés : complexité extrême du reporting extra-financier avec différentes règles pour plusieurs sujets, augmentation du volume des informations demandées, multiplication des initiatives...

« Le domaine n'est pas assez mature », selon Elisabeth Gambert qui demande qu'on simplifie le dispositif français en utilisant de manière plus intelligente le cadre européen et en mettant en avant les entreprises leader en la matière.

« A-t-on pris le problème par le bon bout ? », s'interroge Anne-Catherine Husson-Traore. L'intérêt du reporting intégré, selon elle, est de reposer la stratégie de l'entreprise au regard des objectifs environnementaux et humains mondiaux, et non de prouver que l'on développe un modèle durable. La question de la périodicité du rapport est donc importante car il s'agit de stratégie de long terme. Ainsi, « les rapports trimestriels n'ont pas vraiment de sens pour les grands groupes ».



Christopher Hossfeld (ESCP Europe), Delphine Gibassier (Université de Birmingham) et Philippe Peuch-Lestrade (IIRC) ont abordé l'intérêt du reporting intégré pour les entreprises. © A.P.

« Lorsqu'on fait du reporting on veut mettre en place un élément de comptabilité de gestion et être capable de mesurer les gains en valeur et pas uniquement les parties davantage curatives », explique Lionel Khalil, program manager data and analytics de Mars Catalyst. Par exemple, il souhaite que soit pris en compte le fait de ne pas polluer et non pas de dépolluer.

C'est pourquoi il apparaît que les entreprises ont besoin d'un référentiel clair et précis, notamment lorsqu'elles commencent à récolter leurs données de création de valeur.

Du reporting intégré à l'*integrated thinking*

Aujourd'hui, faire du profit ne suffit plus. Il faut en faire en respectant ses salariés et en minimisant son empreinte carbone. Si la publication d'un rapport intégré est un bon outil pour mettre en place et pérenniser une politique RSE, les dirigeants d'entreprise doivent désormais passer à l'*integrated thinking*.

Le concept de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) date des années 60 mais ne s'est développé que dans les années 90 pour prendre son essor dans les années 2000.

Née en Afrique du Sud en 2009 et imposée dès 2010 à toute société souhaitant se faire coter sur le marché de Johannesburg, la notion de reporting intégré est maintenant largement connue et acceptée à travers le monde.

En France, les entreprises cotées ont l'obligation de publier un rapport extra-financier depuis 2011. Idem en Europe depuis la parution le 22 octobre 2014 de la directive UE sur le reporting extra-financier des grandes entreprises. Cette directive définit la RSE comme « la responsabilité des entreprises vis-à-vis des effets qu'elles exercent sur la société ».

La Global Reporting Initiative (GRI), principal cadre de reporting en matière de développement durable, appelait dès 2010 à la création et à l'adoption d'une norme de reporting intégré. Un travail de lobbying développé depuis par l'International Integrated Reporting Council (IIRC).

« Aujourd'hui, trop peu d'entreprises voient le reporting intégré comme une opportunité », souligne la chercheuse Delphine Gibassier, alors qu'il s'agit d'un outil de management, de promotion et d'un instrument de pilotage en or. Elle constate cependant l'essor des praticiens du rapport intégré, une conviction en hausse chez les dirigeants, notamment au Medef.

« Nous sommes ici en France bien avancés sur le sujet », estime Philippe Peuch-Lestrade, membre de l'IIRC, qui invite les entreprises à aller plus loin sur le thème de la pensée intégrée.

Cet expert met en avant la nécessité de dépasser la simple rédaction d'un rapport intégré en développant l'« integrated thinking », une sorte de prise en compte a priori de toutes les créations de valeur de l'entreprise dans son pilotage stratégique.

Ce dernier souligne que même si certaines entreprises n'ont pas le label IIRC, comme Air liquide et Michelin, elles publient des rapports extra-financiers très détaillés et beaucoup plus fins que certains rapports labellisés.

Malgré son attrait, l'integrated thinking constitue un défi managérial qu'il faut savoir surmonter pour bénéficier pleinement de l'objectif de création de valeur. Deux secteurs sont en tête de cette révolution : le bancaire et les utilities (services des collectivités comme la production et la distribution d'eau, de gaz et d'électricité).

4
PARTAGES

Partager

Partager

Partager

Partager

Anne MOREAUX
Journaliste

AffichesParisiennes

@Annonce_Legales

Ses derniers articles

La procédure pénale et les nouvelles technologies

CCI France opte pour Qwant

Marché de Noël Notre Dame : le Made in France à l'honneur



Web Tablette Mobile Journal

Abonnez-vous à l'offre Papier + Numérique

Affiches Parisiennes Journal d'information juridique et d'annonces légales

- › Pour plus de contenu, papier + web
- › l'accès aux annonces légales,
- › l'accès aux ventes aux enchères.

Je m'abonne